

PAS DE TEMPS

Kristalina Georgieva

L'art peut à la fois nous relier au savoir et nous inciter à l'action. La couverture de ce numéro que l'on doit à la jeune artiste malaisienne Nor Tijan Firdaus illustre de manière saisissante les conséquences de la prodigalité humaine depuis des générations : changement climatique, perte de biodiversité, dégradation de l'environnement, qui sont autant de menaces pour la santé et le bien-être futurs de nos enfants.

Des enquêtes récentes attestent de la sensibilisation croissante au changement climatique, surtout chez les jeunes. Il est perçu comme une urgence mondiale par une majorité de sondés, par bien plus de la moitié des personnes interrogées dans les pays à revenu intermédiaire et les pays les moins avancés et par près des trois quarts des répondants dans les petites nations insulaires et les pays à revenu élevé. La pandémie de COVID-19 a accentué cette sensibilisation : 43 % des personnes s'inquiètent davantage du changement climatique aujourd'hui.

Mais, pour citer Léonard de Vinci, « il ne suffit pas de savoir, il faut appliquer ; il ne suffit pas d'être prêt, il faut agir ».

Comment passer de l'inquiétude à l'action ? Les percées de la science et des technologies ont permis d'obtenir des vaccins contre la COVID-19 en un temps record, ce qui est un exemple encourageant du point de vue des innovations et des initiatives qui seront nécessaires pour mettre au point et commercialiser des technologies sobres en carbone. Les ripostes à la pandémie démontrent que les gouvernements sont aussi capables de prendre des mesures sans précédent quand les circonstances l'exigent.

Il est crucial d'agir avec la même détermination face au changement climatique et de mettre en place rapidement les politiques susceptibles de changer la donne.

En premier lieu, il faut des signaux de marché qui promeuvent la nouvelle économie respectueuse du climat, et non des signaux contraires. Aussi délicat que cela puisse être sur le plan politique, le monde doit faire une croix sur les subventions aux combustibles fossiles, qui représentent plus de 5 000 milliards de dollars de dépenses chaque année, mais dont le coût pour notre avenir est encore bien supérieur. Un système solide de tarification du carbone aidera à rediriger l'investissement privé et l'innovation au profit de technologies non polluantes et

encouragera l'efficacité énergétique. Sans cela, il nous sera tout simplement impossible de respecter les objectifs fixés par l'accord de Paris. Ce signal de prix doit augmenter de manière prévisible, pour atteindre en moyenne 75 dollars la tonne de carbone d'ici à 2030, soit bien plus que les 3 dollars actuels. Ce serait un bon début si les principaux émetteurs s'entendaient sur un prix plancher international.

Deuxièmement, il faut changer d'échelle en matière d'investissements verts. Selon des études des services du FMI, des politiques en faveur de chaînes d'approvisionnement durables pourraient relever le PIB mondial d'environ 2 % durant cette décennie et créer des millions de nouveaux emplois. En moyenne, quelque 30 % des nouveaux investissements devraient être publics, et il est donc vital d'accroître les financements privés pour le reste.

Troisièmement, nous devons œuvrer à une « transition juste » vers la neutralité carbone, au sein des pays et entre eux.

Les recettes tirées de la tarification du carbone peuvent, par exemple, être utilisées pour des transferts monétaires, le financement des filets de protection sociale ou des reconversions professionnelles, afin d'indemniser les travailleurs et les entreprises des secteurs à forte intensité d'émissions. Ce type de démarche fait de plus en plus souvent partie intégrante des réformes visant à tarifier le carbone (système allemand d'échanges de quotas d'émission, mécanisme de l'UE pour une transition juste, etc.).

Entre les pays, il faudra prévoir des aides financières et des transferts de technologies vertes. Les pays les plus pauvres de la planète sont ceux qui ont le moins contribué au changement climatique, mais sont les plus exposés à ses effets et les moins à même de financer des mesures d'adaptation. Alors que bon nombre des possibilités d'atténuation au moindre coût se trouvent dans les pays émergents et en développement, il est dans l'intérêt de tous que les pays développés honorent leur engagement de fournir au monde en développement 100 milliards de dollars par an de financements pour le climat.

Nous n'avons pas de temps à perdre. La COP26 approche, nous devons être prêts à adopter des mesures décisives, tous ensemble. Nous savons ce qui doit être fait ; maintenant il faut le faire ! **FD**

KRISTALINA GEORGIEVA est la Directrice générale du FMI.

SÀ GASPILLER

